

Le Rwanda et la République démocratique du Congo :

Entre symboles et réalités

Introduction

Le dernier rapport de PNUD sur le développement humain plaçait encore une fois la République Démocratique du Congo (RDC) avant dernière de 187 pays avec plus de 70% de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté et un indice de développement humain de 0.304 dans le voisinage de zéro¹. Et pourtant, c'est en République Démocratique du Congo que l'on a extrait l'uranium qui fabriqua la bombe atomique lancée en 1945 sur les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki². Un véritable deal impliquant le physicien Albert Einstein, son étudiant hongrois réfugié aux Etats-Unis, Leo Szilard, le Président Américain de l'époque, Franklin Roosevelt et Elisabeth, la reine Mère de Belgique. The Manhattan Engineering District acheta 1250 tonnes d'Uranium sur la mine de Shinkolobwe pour 1,60 dollar par livre et une commande annuelle équivalente à 200 millions de dollars.

Estimée à 24 trillions, la richesse du sous sol de la République démocratique du Congo ferait d'elle une des entités les plus riches de la planète. Ce paradoxe d'un pays où l'extrême pauvreté de la population côtoie l'extrême richesse du sous sol entretient la thèse de la « malédiction de ressources naturelles » et crée dans la population congolaise le sentiment d'abandon par son Etat. Au Congo, par défaut d'une communauté de destin, le peuple se comporte comme si chacun représentait un état. L'ascension politique loin de servir la collectivité est plutôt une occasion de manifester les talents personnels.³

Quelques semaines avant la sortie du rapport de PNUD, Augustin Matata Ponyo (le 7 février 2013), Premier Ministre congolais, dans un discours à l'institut de réflexion Wilson Center à Washington, pointait le Rwanda comme responsable des *crimes et châtements* du Congo démocratique. Dans un discours plaignant, il soulignait que « l'utilisation (par le Rwanda) des ressources, parfois à des objectifs des opérations militaires, ne nous permet pas d'avoir des progrès sur les Objectifs du millénaire pour le développement qui, comme vous le savez, prennent en charge beaucoup d'indicateurs sociaux qui permettent de mesurer l'amélioration des conditions de vie de la population.»

¹ Indice de pauvreté multidimensionnelle (%) = 0.392 ; Intensité de la déprivation = 53.7; Dénombrement en % de la population pauvre : 74% ; Population vivant sous le seuil de la pauvreté = 87.7%

² Mads Fleckner and John Avery, "Congo Uranium and the Tragedy of Hiroshima", University of Copenhagen, July 2005.

³ L'idée de la politique au Congo comme lieu de manifestation des talents personnels est un point de vue de Philippe Biyoya, Professeur à l'Université de Kinshasa exprimé sur Télé 7, lors d'un débat télévisé du 17 mars 2013 sur la question de « l'incapacité des congolais ». Le débat peut être visualisé au <http://www.lepotentielonline.com/component/allvideoshare/video/dossier-de-tele-7-17-03-13>

Pour suffisamment charger la batterie, Collette Braeckman sur son blog⁴ rapprochait la prise de Bangui le 24 mars 2013, par la coalition rebelle Seleka à la responsabilité des forces rwandaises se trouvant au Darfour. Pour elle « les membres de la coalition, relativement bien armés et disciplinés, seraient descendus de la frontière soudanaise et en particulier de la province du Darfour où sont déployés des casques bleus de différentes nationalités dont un contingent rwandais, très apprécié. »

Cette rhétorique s'exploite en permanence au Congo non seulement par la sphère politique en phase d'impopularité⁵, mais aussi dans les superstitions les plus inimaginables qui consistent à attribuer les origines des catastrophes naturelles du Congo au Rwanda. Il n'était pas rare, par exemple, d'entendre, dans les rues de Goma (Nord Kivu) en 2002 lorsque le volcan Nyiragongo était en éruption ou dans celles de Bukavu (Sud Kivu) en 2008 lorsque les tremblements des terres⁶ secouaient la ville de Bukavu et une partie du Rwanda que, ces deux phénomènes naturels seraient d'origine rwandaise. Faut-il en rire ou y voir simplement une obsession du Rwanda !

Loin de servir de grille d'analyse pour appréhender le mal congolais, cette rhétorique, puisée des archives de Kangura et d'autres idéologies qui ont conduit au génocide, montre combien le refuge des extrémistes génocidaires vers le Congo a été accompagné par le déplacement de l'idéologie de génocide des tutsis rwandais au Congo démocratique. Ces archives de Kangura qui offrent cette méthode de responsabilisation afin de justifier l'extermination (ou la punition), réveillent notre imaginaire collectif qui se rappelle des images illustratives de haine dont une image restée célèbre illustrant un patient extrémiste hutu qui révèle sa maladie à son médecin : « Je suis malade docteur !! ». Et le docteur de demander : « Ta maladie ?! ». La réponse du patient : « Les Tutsi...Tutsi...Tutsi.. !!!!! ». L'image a été reproduite dans le mémorial du génocide à Gisozi/Kigali.

Qu'il s'agisse de changement de sujet (« Tutsi responsable dans le journal Kangura » remplacé par « Rwanda responsable dans la rhétorique actuelle ») ou de domaine (politique ou économique), l'argument cherchant à faire du Rwanda responsable du mal congolais est une réappropriation par les extrémistes congolais de l'idéologie qui a fait des morts au Rwanda. Dans cette évocation des symboles nocifs au Rwanda, les différents rapports d'experts loin de régler la question de la misère, de la gouvernance, de la paix et de la sécurité au Congo démocratique, cherche à atténuer le génocide et à dédouaner la communauté internationale de sa responsabilité aussi bien vis-à-vis de l'histoire de l'exploitation du Congo que du génocide des tutsi au Rwanda. Ainsi donc, le Congo offre un terrain propice pour faire d'une pierre deux coups : trouver sur quel dos mettre la

⁴ Collette Braeckman, « La chute de Bangui dégarnit la frontière nord du Congo Kinshasa », in <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/> du 25 mars 2013.

⁵ Il existe un lien de causalité entre l'impopularité du Président Joseph Kabila à la suite des élections de Novembre 2011 et la volonté des hommes politiques congolais à orienter la colère populaire vers la haine du Rwanda. Cette hargne à l'égard du Rwanda devient un motif de la cohésion nationale au Congo.

⁶ Deux tremblements de terre de magnitude 6.0 et 5.0 ont frappé la zone de Sud Kivu (Congo) et Cyangugu (Rwanda) le 3 février 2008. Les médias font état de 34 morts, 750 blessés, et des dégâts considérables dans les deux pays. Le volcan Nyiragongo était en éruption le 17 janvier 2002.

lourde responsabilité historique de l'exploitation du Congo et dédouaner certains pays de la communauté internationale de leur responsabilité directe dans le génocide des Tutsi au Rwanda. Les affrontements à caractère militaire commencent à céder la place à la guerre des rapports.

Dans sa critique à l'égard du Rwanda, Simon Allison, justifiant entre autres raisons qui ont conduit à la suspendre de l'aide au Rwanda, la méthodique campagne médiatique des organisations des droits de l'homme à destination des politiciens et diplomates : « Chaque point de presse est une petite goutte d'eau, insignifiant en soi et dans l'immédiat, mais à terme, toutes ces gouttes forment une pression réelle qui rend l'opinion incontestable devant les diplomates et les politiciens. »⁷

*« ... it must be thanks to the relentless campaigning of human rights organisations. It's probably in bad taste to compare human rights activism to a practice that violates the Geneva Convention, but it is a little like Chinese water torture. **Each press release is a little drop of water, meaningless by itself; but over time, all those drops create real pressure that makes them very difficult for diplomats and politicians to ignore** »*

Nous allons revenir sur le dernier report du groupe des experts des nations unies sur la république démocratique du Congo, rapport soumis le 15 novembre 2012 au conseil de sécurité et sur le projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, publié en juin 2009 par le Haut commissariat des nations unies aux droits de l'homme. Dans la foulée de la négation, les différentes vues cherchent à martyriser le FDLR, à changer l'opinion internationale sur le Rwanda, à insister sur les minerais du Congo et à abrégier l'histoire du Congo à l'avènement des rapports et à sa partie Est.

A. Steve Hege : le syndrome de Bartholoméo et la compassion pour les FDLR

Bien que nous n'y fassions pas trop attention, le mécanisme de détourner l'attention de l'opinion et d'imputer le crime à la victime fut à l'origine de la plus lourde peine que les noirs d'Afrique eu connue dans leur histoire : la traite négrière. Dans son ouvrage *L'Afrique dans l'Eglise*, Engelbert Mveng⁸, en parlant de l'origine de la paupérisation de l'Afrique rappelle le personnage de Bartholoméo de Las Casas. « Pour sauver les aborigènes des Amériques de l'aveugle exploitation des colons blancs, un homme charismatique, que l'Occident chrétien considère comme un saint, le Dominicain Bartoloméo de Las Casas, détourne la fureur des colons Espagnols vers les *noirs d'Afrique qui n'ont pas d'âmes!* » Comme conséquence « des millions d'Africains sont ainsi vendus et exportés en Amérique, assimilés aux bêtes de somme et exploités pendant plus de trois siècles dans les plantations du Nouveau monde. » C'est toute la démarche de Steve Hege dans sa volonté de changer l'opinion sur les FDLR et partant de relire l'histoire du génocide au Rwanda.

⁷ Simon Allison, « Rwanda-International Darling, No More », *the Daily Maverick*, 6 August 2012.

⁸ Mveng, A., *L'Afrique dans l'Eglise, Paroles d'un croyant*, Paris, L'Harmattan, 1985, P. 204

L'objectif à court terme de Steve Hege, coordinateur du group des experts de nations unis sur le Congo, dans « Understading the FDLR in the DR Congo : Key Facts on The Disarmanent & Repatriation of Rwandan Rebels »⁹, texte qu'il publia le 24 février 2009, était de préparer l'opinion internationale sur la nouvelle perception qu'il voulait imposer des FDLR. Ceux-ci seraient plutôt comme un groupe martyr, tels les aborigènes des Amériques, qui ne pourront être compris que lorsque l'opinion internationale se détournera du Rwanda. Dans ce texte de 2009, le principal argument de Steve Hege était de montrer que le FDLR est similaire à toutes les rebellions formés par les réfugiés et les exilés politiques contre des régimes non-démocratiques. Il prend pour exemple Paul Kagame (au pouvoir au Rwanda), Joseph Kabila (au pouvoir au Congo démocratique) et Pierre Nkurunziza (au pouvoir au Burundi) qui sont arrivés au pouvoir après des négociations avec leurs gouvernements respectifs. Il pense en outre que les FDLR ne pourront obtenir gain de cause que lorsqu'il n'y aurait pas de rapprochement entre Kinshasa et Kigali et seulement lorsque l'opinion internationale se détournera du régime du Rwanda :

« The FDLR have not constituted a military threat to Rwanda for over five years. Although not respected, the Rome Declaration of May 2005 represented a definitive recognition of incapacity of threaten military Rwandan government publically recognized this reality in 2004 and the FDLR has done nothing to alter this analysis. The FDLR would rather wait for political negotiations when international opinion eventually sours on the Rwandan regime »

Trois ans plus tard, Steve Hege et son group d'experts de Nations-Unis sur le Congo poursuivra sa détermination de racheter le FDLR, l'idée qu'il imposa comme fruit mûr dans le rapport des experts sur le Congo démocratique. La démonstration était de ne pas voir dans les FDLR une menace sérieuse, parce que « leurs effectifs sont au plus bas », ils « reçoivent encore moins d'appui extérieurs qu'auparavant », qu'on leur vend « des munitions en petites quantités », que seuls ses « officiers subalternes ont cherché à s'allier avec le gouvernement congolais » et que « il n'existe pas de preuve d'une coopération stratégique entre les FDLR et le Gouvernement congolais. »¹⁰

« Alors que leurs effectifs sont au plus bas, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui continuent cependant à commettre des exactions contre les populations civiles, reçoivent encore moins d'appui de l'extérieur qu'auparavant. Elles s'emploient essentiellement à résister aux attaques des forces armées congolaises et des alliés du M23. Des officiers subalternes des FDLR ont cherché à s'allier avec le gouvernement congolais contre le M23 et certains réseaux criminels des forces armées congolaises continuent de leur vendre des munitions en petites quantités. Cependant, il n'existe pas de preuve d'une coopération stratégique entre les FDLR et le Gouvernement congolais. »

⁹ Le texte n'a attiré l'attention que trois ans après sa publication à la sortie du rapport de 2012 des experts de nations – unis sur le Congo dont Steve Hege fut coordinateur.

¹⁰ Lettre datée du 12 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo, P. 4.

Ce dernier rapport, fortement médiatisé s'est soldé par des résultats dont certains furent anticipés dans « Understanding the FDLR » de Steve Hege notamment : la vive tension médiatique et diplomatique entre le Congo démocratique et le Rwanda qui devrait favoriser l'épanouissement des FDLR, le renouvellement d'un an de plus du mandat de la Monusco, l'adoption des drones comme moyens de surveillance de frontière entre Rwanda et Congo (quatrième recommandation dans le rapport), l'adoption par le conseil de sécurité d'un robuste mandat en faveur de la Monusco, la suspension par plusieurs pays occidentaux de l'aide au développement à destination du Rwanda.

Même si certaines mesures ont été chantées à Kinshasa, elles renforcent la mise sous-tutelle du Congo par les Nations Unis. La force onusienne et autres personnel de la Monusco¹¹ qui avaient commencé en février 2000 qu'avec six mille hommes (5,537 troupes, 500 observateurs militaires) est porté à 22 milles en juillet 2007, se trouve 24 depuis juin 2010 et sera porté demain à plus de 24 mille. Il n'est pas exclu dans ce jeu d'ajout régulier que l'effectif de la Monusco soit porté à un niveau numériquement plus important que l'armée régulière du Congo (les Forces Armées de la République Démocratique du Congo- FARDC), elles-mêmes accusées régulièrement d'incapables et d'inefficace quant à la protection des civils, d'armée impliquée dans les trafics mafieux des minerais et ventes d'armes, d'armée accusée de viol et de recrutement des enfants soldats.

Le syndrome de Bartholoméo représenté par Steve Hege visait à obtenir les peines les plus douloureuses pour le Rwanda : bloquer l'élection du Rwanda au conseil de sécurité, obtenir la condamnation des responsables politiques et militaires du Rwanda et obtenir des pays bailleurs la suspension de l'aide au développement. De ces trois volontés, la dernière a été mise en exécution et fut précédée par une forte campagne médiatique des presses qui se coordonnaient entre elles.

B. L'abrégé de l'histoire du Congo démocratique et les nouveaux responsables

Les différents rapports loin de résoudre les problèmes urgents et fondamentaux du Congo notamment l'achèvement du processus électoral sur le plan politique, mettre fin à l'économie prédatrice et extravertie sur le plan économique et la mise sur pied d'une armée républicaine sur le plan sécuritaire¹², cherchent à montrer que l'histoire du Congo ne commence qu'avec les rapports des experts de nations unis et cherche à réduire le problème du grand Congo que dans sa partie Est, la partie ne représentant que 5%¹³ de l'étendue du territoire national et à porter la responsabilité du mal congolais sur d'autres nations. C'est avec humour que le Président Kagamé parlant du Congo

¹¹ Regarder l'évolution de l'effectif de la Monusco au <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/monuc/facts.shtml>

¹² Mémoire du Comité permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo au Président de la République sur l'Etat actuel de la Nation, Kinshasa le 22 février 2013.

¹³ Le Nord Kivu représente 59 631 Km² (soit 2,5% du territoire national) alors que le Sud-Kivu représente 64 851 Km² (soit 2,7% du territoire national). Le Rwanda s'indignait déjà comment et par quel miracle le Mapping report fait en seulement sept mois (du 17 octobre 2008 au 15 mai 2009) a pu couvrir un étendu aussi grand de 2 million de Km² qu'est la RDC (Ministry of Foreigner Affairs and Cooperation, « Official Government of Rwanda comments of the draft UN Mapping Report », 30 September 2010, P. 17)

évoquait que *le problème du Congo est antérieur à sa naissance*, puisqu'il n'y a jamais eu une volonté de le résoudre de manière définitive. En effet l'histoire de l'exploitation du Congo est bien antérieure à la moyenne d'âge des chefs d'Etat de la sous-région. Mais c'est à eux que l'on veut porter toute la responsabilité sans vraiment faire entrée dans la profondeur. Le rapport Mapping n'avait rien d'autre comme objectif que de réduire les crimes du Congo qu'à la période récente allant de mars 1993 à juin 2003.

En réaction au Mapping Report, le Ministère congolais de la justice et des droits humains¹⁴ précisait que « les violations des droits de l'homme couvrent toute l'histoire de la gouvernance du Congo depuis l'époque léopoldienne » et que « le choix de la date du début du Mapping à mars 1993 est loin d'être judicieux, car il soustrait l'examen des pillages spectaculaires de 1991 qui ont causé de nombreuses victimes et d'importants dégâts matériels. Ce sont d'ailleurs ces événements de 1991 qui ont été à l'origine des destructions que connaîtra la RDC. Ce choix sélectif cache une impression vicieuse, celle d'amoindrir le caractère imprescriptible des violations et de laisser ainsi penser que les faits antérieurs à 1993 n'ont aucune chance d'être poursuivis ». (pp. 6 et 7). Et lors d'un débat du 4 décembre 2012 devant le Senat congolais, Alexandre Luba Tambo, vice-premier ministre congolais et ministre de la Défense, attribuait la débâcle de l'armée congolaise à la période coloniale : « La déconfiture et les déboires de l'armée congolaise aujourd'hui bien qu'hétérogène ne sont pas liés à un régime politique actuel, mais c'est une réalité qui datent depuis la Force publique sous l'emprise coloniale et par manque d'un cadre légal. »¹⁵

Ces arguments sont aussi valables sur les méthodologies utilisées dans différents rapports sur le Congo. L'abondance de la couverture médiatique dont bénéficient différents rapports laisse croire à l'opinion mondiale qu'en effet l'histoire du Congo ne commence et ne s'arrête qu'avec les crises récentes et la publication des rapports de nations unis.

En 1998 lors que Adam Hirsch, enseignant de journalisme à l'Université de Berkeley, dénonçait dans *Les fantômes du roi Léopold* les crimes coloniaux et le pillage du Congo par Léopold roi des belges, fondements de la richesse de la Belgique d'aujourd'hui, Louis Michel, alors Ministre Belge des affaires étrangères adressait aux missions diplomatiques belges à travers le monde un mémorandum confidentiel sur la façon de répondre aux questions gênantes posées par les lectures des *Fantômes du roi Léopold* et *d'Au cœur des ténèbres*. Ses instructions étaient les suivantes : un effort

¹⁴ République démocratique du Congo, Ministère de la justice et des droits humains, « Observations du GOUVERNEMENT sur le Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République Démocratique du Congo », Août 2010 in <http://www.ohchr.org/en/Countries/AfricaRegion/Pages/RDCProjetMapping.aspx>

¹⁵ « Suite à l'interpellation sur la situation sécuritaire. Alexandre Luba Tambo : « Nous n'avons pas encore une armée moderne, efficace et dissuasive ... », *L'Avenir Quotidien* 04/12/2012.

soutenu de relations publiques serait futile ; mieux valait changer de sujet et aborder l'engagement actuel de la Belgique en faveur de la paix en Afrique.¹⁶

Le souci de la Belgique de ne pas réapparaître dans l'histoire sombre de la République démocratique du Congo ou de se représenter plutôt en *deus ex machina* sauveur du Congo est certain, il s'agit de contrebalancer cette histoire sombre par l'engagement en faveur d'un bien qui est la paix et pointer le Rwanda comme responsable et inspirateur d'un « Etat fédéral autonome dans l'Est du Congo ». Ce dernier point de vue est explicite dans l'article « Pourquoi le roi Albert II s'inquiète à propos de l'intégrité du Congo » paru sur le blog de Colette Braeckman associant les points de vue du Roi des Belges à ceux de Steve Hege et la volonté de la Belgique à la recolonisation du Congo démocratique :

« La conclusion de l'analyste américain (Steve Hege) rejoint l'inquiétude du roi des Belges. Pour lui, l'implication du Rwanda et son orchestration de la rébellion du M23 devient plus compréhensible lorsqu'elle est comprise comme un vecteur déterminé et calculé pour frayer un chemin à la création d'un Etat fédéral autonome dans l'Est du Congo. '... Un tel fédéralisme, imposé de l'extérieur, ouvrirait ainsi la voie à la désintégration du Congo. Un pays qu'à la fin du 19eme siècle déjà, d'aucuns jugeaient trop vaste et surtout trop riche pour être administré par le seul roi Léopold II puis par la petite Belgique. Un pays qui, au lendemain de son indépendance, fut miné par les rébellions et les tentatives de sécession. Un pays dont l'intégrité territoriale et la souveraineté sont aujourd'hui défendues par le roi Albert II, au nom de l'histoire, au nom surtout des populations congolaises qui ont toujours démontré qu'elles refusaient le démembrement de leur héritage ».

De la même manière que les médias amplifient les différents rapports onusiens et lui donne un caractère de recommencement de l'histoire, l'insistance médiatique sur le Rwanda donne l'impression qu'avant et après le Rwanda il n'y a jamais eu d'autres responsables du mal congolais. C'est pourquoi Georgianne Nienaber, pense que « Le group d'experts des nations unis ont aussi trouvé un bouc émissaire, et le bouc émissaire devient le Rwanda »¹⁷.

C. La mortalité au Congo et son usage contre le Rwanda

Toutes les campagnes et lobbyings sur le Congo s'appuient sur un chiffre de 6 millions de mort depuis 1998. C'est d'ailleurs l'affiche du site du journal le potentiel (www.lepotentielonline.com) qui n'évoque non seulement la mort, mais le « génocide de 6 millions de congolais ». Aucune étude rigoureuse n'a été menée pour établir les causes et les responsabilités des morts au Congo démocratique pour arriver à 6 millions de mort. Mais la nocivité autour d'un pareil chiffre cherche à relativiser le million de mort victimes de génocide des Tutsi au Rwanda et mettre l'importance selon le nombre des décès. Certains de ces chiffres proviennent d'une série des recherches de

¹⁶Adam Hoschschild, *Les fantômes du roi Léopold, la terreur coloniale dans l'Etat du Congo 1884-1908*, Belfond 1998 pour la traduction française, Paris, Editions Tallandier, 2007, P. 519

¹⁷ Georgianne Nienaber, « Is Rwanda the Victim in a Modern Day Salem Witch Trial ? » in *Huffington Post*, June 12, 2012

l'International Rescue Committee (IRC)¹⁸ sur la mortalité en République démocratique du Congo. La première série couvrait la période allant de 2000 à 2004 et la cinquième et la dernière série couvrait la période allant de janvier 2006 à avril 2007.

La taille d'échantillon la plus importante choisit par l'IRC était celle de la deuxième série d'enquête avec 14000 ménages répartis sur 35 zones sanitaires dans les 11 provinces du Congo. Certaines conclusions de ces enquêtes loin d'être tendancieuses voulaient sûrement alarmer. Les résultats de la première série d'enquête estimaient à 3,9 millions des morts depuis 1998 et la deuxième série aboutissait à 5.4 millions de mort entre août 1998 et Avril 2007. Même si IRC reconnaît des extrapolations par défaut d'autres sources autoritaires, il parlait déjà de ces millions de mort faisant de la RDC le pays le plus meurtrier depuis la deuxième guerre mondiale : «the world's deadliest crisis since world war II ». Et la violence qui ne justifiait que moins de 10% de cause de mortalité (voir le tableau ci-après) devenait responsable de toutes les causes de mortalité au Congo. Quelle relation y a-t-il entre la malaria, principal cause de mortalité à l'Est (26%) comme à l'Ouest (27%) du Congo, la méningite, l'accident de circulation et la violence ?

Dans le même rapport (à la page 7), deux sur trois décès reporté dans l'Ouest du Congo était associé à la manifestation de l'opposition à Kinshasa et dans le Bas-Congo au mois de mars 2007, un était un garçon de 9 ans et un autre un garçon de 12 ans. Sur Onze des décès dans l'Est, sept était reporté dans le Nord-Kivu. Les meurtriers étaient la police, les Mai-Mai, le FDLR et l'armée congolaise (FARDC). Il n'y avait qu'une violente mort d'une femme par balle de la police à Itebero dans la province du Nord Kivu.

Dans le tableau suivant, les causes de mortalités au Congo sont associées à la gouvernance, à la santé publique, mais jamais un échantillon de 14000 ménages peut extrapoler les morts jusqu'à 5 millions et jamais la malaria, tout comme la pneumonie, la malnutrition peuvent être assimilé au génocide.

¹⁸International Rescue committee, "Mortality in the Democratic Republic of Congo, An Ongoing Crisis" in http://www.rescue.org/sites/default/files/migrated/resources/2007/2006-7_congomortalitysurvey.pdf site visité le 12 avril 2013.

Table 3: Deaths in East and West DR Congo by age and sex

EAST	Total reported (weighted %)		5yrs and older				Young children	
			Male		Female		0-4yrs	
Fever / malaria	498	26.3%	116	21.0%	83	18.2%	299	34.2%
Other / unknown	395	21.4%	187	34.2%	144	31.1%	64	7.9%
Diarrhea	174	9.1%	59	10.3%	35	6.6%	80	9.7%
Acute respiratory-tract infections	136	7.5%	37	6.7%	35	7.5%	64	8.1%
Neonatal death	142	7.1%	N/A	N/A	N/A	N/A	142	15.5%
Tuberculosis	129	6.6%	69	11.5%	54	11.4%	6	0.7%
Measles	115	5.5%	11	1.7%	10	2.1%	94	9.9%
Malnutrition	75	4.0%	11	2.1%	10	2.3%	54	6.3%
Anemia	71	3.2%	8	1.4%	11	2.4%	52	4.8%
Meningitis	55	2.8%	18	3.2%	15	3.1%	22	2.3%
Accident / injury	45	2.4%	30	5.2%	11	2.5%	4	0.6%
Maternal	42	2.3%	N/A	N/A	42	9.1%	N/A	N/A
AIDS	27	1.2%	9	1.1%	18	3.5%	0	0
Violence	11	0.6%	10	1.8%	1	0.2%	0	0
Total	1915	100.0%	565	100.0%	469	100.0%	881	100.0%

WEST								
Fever / malaria	268	27.7%	51	19.5%	47	21.2%	170	35.0%
Other / unknown	232	22.8%	111	39.9%	80	34.1%	41	8.5%
Diarrhea	86	8.9%	14	5.3%	10	4.6%	62	12.8%
Tuberculosis	68	6.8%	37	13.4%	23	10.5%	8	1.6%
Neonatal death	62	6.5%	N/A	N/A	N/A	N/A	61	12.9%
Acute respiratory-tract infections	55	5.5%	11	4.2%	11	4.6%	33	6.6%
Anemia	41	4.3%	5	2.1%	1	0.4%	35	7.2%
Malnutrition	41	4.3%	8	2.9%	10	5.3%	23	4.5%
Accident / injury	35	3.4%	22	8.1%	6	2.5%	7	1.3%
Meningitis	30	3.2%	6	2.1%	2	0.9%	22	4.7%
Measles	29	2.9%	1	0.4%	3	1.6%	25	4.8%
Maternal death	26	2.8%	N/A	N/A	26	12.7%	N/A	N/A
AIDS	8	0.8%	4	1.4%	4	1.6%	0	0
Violence	3	0.3%	2	0.6%	0	0	1	0.2%
Total	984	100.0%	272	100.0%	223	100.0%	488	100.0%

All percentages are weighted proportions.

Source: International Rescue committee, “Mortality in the Democratic Republic of Congo, An Ongoing Crisis”, 2007, P. 10

D. Les minerais du Congo, son exploitation et le Rwanda

Tous les rapports des experts des nations unis insistent sur les ressources naturelles du Congo et parfois on a l'impression qu'il s'agit des rapports sur la traçabilité des minerais. Un rapprochement est fait chaque fois sur la subsistance des groupes armés au moyen de l'exploitation minière et la volonté de mise sous-tutelle l'exploitation des mines du Congo¹⁹. L'enjeu des rapports sur les mines et sa nocivité consiste à faire de l'Est du Congo la zone minière par excellence, à relativiser la vocation agricole de l'est du Congo, à montrer que le progrès économique du Rwanda

¹⁹ Pole Institute, « Les minerais de sang : Un secteur économique criminalisé à l'est de la RD Congo », Goma, Novembre 2010.

est inversement proportionnel au bien être congolais. Ce progrès économique du Rwanda se justifierait par les ressources du Congo et cherche à ignorer les derniers bénéficiaires des ressources minières qui sont des pays industrialisés qui ont besoin des matières premières pour soutenir leurs industries lourdes. Tous ces rapports oublient que les territoires miniers de l'Est du Congo sont de lieux de désolations et d'enclavement. Dans leur recherche sur les minerais de sang, Pole Institute décriait cette situation de désolation :

« En effet, les sites miniers du territoire de Walikale au Nord-Kivu, de Mwenga et Shabunda au Sud-Kivu sont totalement enclavés si bien que la perspective d'une industrialisation du secteur minier passe par la construction des routes solides reliant ces sites aux centres urbains de Bukavu et Goma. Il y a aussi le problème de déficit énergétique qui touche non seulement nos centres urbains incapables d'ajouter une plus value à nos produits bruts, mais aussi les zones rurales. Comment imaginer l'industrialisation des sites miniers de Walikale avant l'électrification de ce territoire qui vit dans l'obscurité depuis la nuit des temps ? »²⁰

Les pays voisins du Congo, le Congo y compris, dépourvu d'industries de transformation des matières premières ne peuvent servir que des voix de transit. L'exploitation minière au Congo n'a jamais connu de transition d'une économie extravertie vers une économie industrielle de transformation des matières premières. Dans pareille structure économique aucun des pays voisins ne représente un enjeu de taille face à l'exploitation minière. Les seuls enjeux vis-à-vis des matières premières au Congo, c'est l'avènement de la chine dans l'échiquier mondial, c'est la crise financière en Europe et aux Etats-Unis qui posent des sérieuses compétitions à la course vers les matières premières. Il faut dire que cette donnée géopolitique n'est pas le propre du Congo. Tous les pays africains affichent des intérêts géopolitiques à la suite de l'arrivée chinoise dans les enjeux mondiaux. Les minerais du Congo tant qu'ils restent soumis à une exploitation artisanal, sujette à l'économie néocolonial extravertie ne pourront nullement être orienté au profit de la population du Congo.

Conclusion

En guise de conclusion, le Congo constitue un piège pour le Rwanda. Sur le territoire congolais, les rapports sur les conflits sont devenus des véritables conflits des rapports. Lesquels rapports sont à la recherche des responsables des *crimes et châtements* du Congo. Pour l'heure, le Rwanda se prête comme marchandise facile à vendre pour expier les péchés coloniaux commis au Congo. Le Congo c'est aussi un lieu de refuge à la fois des responsables du génocide des Tutsi, mais de l'idéologie génocidaire. Les discours qui ont conduit à la mort au Rwanda sont exploités par les responsables politiques au Congo. L'objectif étant de relativiser le génocide en lui opposant aux victimes des crimes au Congo. Cette opération arrange les pays de la communauté internationale afin de se dédouaner du génocide au Rwanda. La Belgique voudra bien intervenir militairement dans ses anciennes colonies de la même manière que fait la France en Côte d'Ivoire, au Mali ou en Centrafrique. L'interdiction est venue à la suite du génocide au Rwanda où 10 précommandons belges ont été massacrés. Le sujet est au parlement belge pour lever cet interdit. Les différents

²⁰ Aloys Tegera, « Impact de la suspension des activités du secteur minier dans l'anciens Kivu » in *Les minerais de « sang »: Un secteur économique criminalisé à l'est de la RD Congo*, Goma, Pole Institute, Novembre 2010, P. 48.

rapprochements entre le Rwanda et le Congo étaient toujours basés sur les situations du moment. Il faudra désormais poser comme préalable le retour sur la longue histoire d'exploitation du Congo. Le danger est celui-là, faire porter au Rwanda toute la responsabilité historique du Congo, faire de l'Est du Congo la seule question du Congo et trop insister sur les minerais du Congo pour aiguïser les appétits des exploitants.

Aloys Mahwa, Msc Economics & MA Socio-Anthropology

Chercheur, Interdisciplinary Genocide Studies Center (IGSC)

Kigali-Rwanda

Références Bibliographiques

1. Allison, S., « Rwanda-International Darling, No More », *The Daily Mverick*, 6 August 2012.
2. Braeckman, C., « La chute de Bangui dégarnit la frontière nord du Congo Kinshasa », in <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/> du 25 mars 2013.
3. Conférence Episcopale Nationale du Congo, *Mémoire du Comité permanent de la Conférence Episcopale Nationale du Congo au Président de la République sur l'Etat actuel de la Nations*, Kinshasa le 22 février 2013.
4. Fleckner, M., and Avery, J., "Congo Uranium and the Tragedy of Hiroshima", *University of Copenhagen*, July 2005.
5. Hege Steve, « Understading the FDLR in the DR Congo : Key Facts on The Disarmant & Repatriation of Rwandan Rebels, February 24, 2009.
6. Hoschschild, A., *Les fantômes du roi Léopold, la terreur coloniale dans l'Etat du Congo 1884-1908*, Belfond 1998 pour la traduction française, Paris, Editions Tallandier, 2007, P. 519
7. International Rescue committee, "Mortality in the Democratic Republic of Congo, An Ongoing Crisis" in http://www.rescue.org/sites/default/files/migrated/resources/2007/2006-7_congomortalitysurvey.pdf site visité le 12 avril 2013.
8. Mveng, A., *L'Afrique dans l'Eglise, Paroles d'un croyant*, Paris, L'Harmattan, 1985.
9. Nienaber, G., « Is Rwanda the Vicitm in a Modern Day Salem Witch Trial ? » in *Huffington Post*, June 12, 2012
10. Pole Institute, « Les minerais de sang : Un secteur économique criminalise à l'est de la RD Congo », Goma, Novembre 2010.
11. Programme de Nations-Unis sur le Développement, *Rapport sur le développement humain 2013*,
12. Regarder l'évolution de l'effectif de la Monusco au <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/monuc/facts.shtml>
13. Republic of Rwanda, Ministry of Foreigner Affaires and Cooperation, « Official Government of Rwanda *comments of the draft UN Mapping Report* », 30 September 2010.

14. République démocratique du Congo, Ministère de la justice et des droits humains, « Observations du GOUVERNEMENT sur le Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République Démocratique du Congo », Août 2010 in <http://www.ohchr.org/en/Countries/AfricaRegion/Pages/RDCProjetMapping.aspx>
15. Tambo, A., « Nous n'avons pas encore une armée moderne, efficace et dissuasive ... », in *L'Avenir Quotidien* 04/12/2012.
16. Tegera, A., « Impact de la suspension des activités du secteur minier dans l'ancien Kivu » in *Les minerais de « sang »: Un secteur économique criminalisé à l'est de la RD Congo*, Goma, Pole Institute, Novembre 2010.